

# SNUipp- FSU 94

Maison Départementale des Syndicats 11-13 Rue des Archives  
94000 CRETEIL

Madame la Dasen,

Ce CTSD est le premier à se dérouler sous la nouvelle mandature, après une « Refondation de l'École » qui, loin d'avoir répondu aux aspirations des enseignants et aux défis de la démocratisation de l'école, se sera fait contre eux notamment lors de l'épisode de la réforme des rythmes scolaires ou de la réforme du collège.

Les premiers propos du nouveau ministre de l'éducation nationale, ainsi que les mesures mises en avant durant la campagne présidentielle laissent une impression de déjà-vu : renforcement des fondamentaux, des études dirigées, des évaluations du travail enseignant, tout cela nous ramène quelques années en arrière. Aujourd'hui, on nous promet donc que le dispositif « devoirs faits », que la mise en place de stages à l'entrée de la sixième seront à même de garantir la réussite des élèves et la réduction des inégalités, alors même qu'aucun bilan des APC ni des stages RAN n'a été fait. Cela ressemble fort à la remise au goût du jour de vieilles recettes.

Concernant le dédoublement des classes de CP et de CE1 en éducation prioritaire, les annonces électoralistes se sont rapidement heurtées aux réalités du terrain : après avoir annoncé que les mesures seraient effectives dès la rentrée 2017, que des fonds spécifiques seraient alloués pour résoudre les problèmes de locaux, le ministre a finalement expliqué que la mesure ne concernerait dans l'immédiat que les REP+ et les classes de CP. Bref, l'incertitude la plus totale prévaut. Quelle sera la réalité de ces annonces ? Qu'advient-il du dispositif « plus de maîtres que de classes » ? Nous savons que d'ores et déjà des départements font le choix de le sacrifier au profit des dédoublements de classes de CP alors que son évaluation est en cours et que les 1ers éléments témoignent d'un attachement fort au dispositif par les équipes qui l'ont pris en main.

Bien évidemment, le SNUipp-FSU, ainsi que l'immense majorité de la profession, revendique un allègement des effectifs des classes. C'est une condition nécessaire à la réussite des élèves. Néanmoins, nous n'accepterons pas que ces mesures soient réalisées au détriment des autres niveaux de classes, de la maternelle, des zones banales (qui sont loin de toujours l'être dans notre département !) et du dispositif « plus de maîtres que de classes ».

Ce dernier est plébiscité par les enseignants car il a pour effet une amélioration des conditions d'exercice du métier, du travail collectif, du rapport aux élèves. Il permet aux enseignants d'expérimenter de nouvelles pratiques pédagogiques, il pousse naturellement à la recherche de cohérence sur les cycles et sur l'école. L'abandon de ce dispositif marquerait le renoncement à l'ambition de la transformation du système éducatif et des pratiques enseignantes. Le SNUipp-FSU continue de demander sa généralisation.

Plus généralement, les enseignants sont las des zigzags successifs, chaque nouveau ministre tentant d'imposer sa « marque », l'innovation géniale qui résoudra enfin tous les problèmes... le tout dans la précipitation alors que la rentrée 2017 est déjà préparée et le mouvement des enseignants du 1<sup>er</sup> degré terminé.

Ainsi la réforme des rythmes instaurant la semaine de quatre jours et demi, et présentée comme le « Saint Graal » de la réussite scolaire est aujourd'hui passée par pertes et profits. Une fois de plus les enseignants n'ont pas été écoutés, les conséquences sur leurs conditions de travail, leur vie familiale et les coûts financiers engendrés auront été ignorés. Le tout, pour des résultats sur les conditions d'études des élèves très discutables, voire négatifs dans bon nombre de territoire et de communes. Dans ces conditions, une grande majorité de collègues aspire à revenir à la semaine de quatre jours, comme le montre la consultation menée par le SNUipp-FSU à laquelle ont participé près de 30 000 collègues.

Sur le département, la même incertitude prévaut : alors même que les documents préparatoires que vous nous avez transmis révèlent de nouvelles fermetures de classes, que des écoles se voient toujours refuser les ouvertures demandées, que contrairement aux annonces faites par l'ancienne ministre de l'Education Nationale toutes les écoles d'éducation prioritaire ne sont toujours pas pourvues d'un poste de « plus de maîtres que de classes », que les besoins en postes de RASED sont toujours aussi criants, que la situation du remplacement est toujours très problématique, il apparaît qu'une partie très significative de la dotation allouée au Val-de-Marne n'a pas été utilisée, comme nous le dénoncions lors du dernier CTSD. Les documents que vous avez transmis ne font apparaître aucune mesure autre que celles concernant les postes classe et ne donne pas non plus d'indications sur l'utilisation de ces postes non attribués.

Le SNUipp-FSU réclame que ces postes soient utilisés pour satisfaire les besoins des écoles. Par ailleurs nous resterons extrêmement attentifs aux choix que vous opérerez afin que le droit des personnels (affectation, missions spécifiques, rythmes scolaires) soient respectés pour cette rentrée 2017.

Nous tenons à remercier spécialement les services pour la lisibilité des documents transmis en préparation de ce CTSD.